

## LA QUALITE DE LA VIE, C'EST D'ABORD LE LOGEMENT

Le logement est une préoccupation majeure pour nombre de Français.

C'est le cas des accédants à la propriété qui éprouvent des difficultés à rembourser leurs prêts lorsqu'ils sont affrontés au chômage ou aux modifications de la cellule familiale (en cas de divorce par exemple). Je me réjouis que le gouvernement de Michel ROCARD ait pris à cet égard les mesures qui s'imposaient et que, malgré les réticences de certains, le conseil général du Loiret ait décidé de créer un fonds d'aide aux accédants à la propriété.

Mais le logement est aussi un souci quotidien pour tous ceux qui habitent (ou qui voudraient habiter) dans ce qu'on appelle des «logements sociaux». Or, depuis six ans, la municipalité en place à Orléans a visiblement relégué le logement social au dernier rang de ses priorités. En six ans, il n'y a jamais eu de vrai débat à ce sujet au conseil municipal. Aucune politique n'a été définie. Les représentants de la Ville à l'Office Municipal HLM n'ont jamais rendu compte de leur mandat. Les locataires des HLM n'ont pas été consultés. Leurs priorités n'ont pas été prises en compte. Leur vie quotidienne, pour l'essentiel, est toujours la même.

A l'approche des élections municipales, certains élus de l'actuelle majorité municipale changent de langage. Mais leurs paroles d'aujourd'hui n'effaceront pas leur silence d'hier. Pas plus que les couches de peintures pré-électorales qui apparaîtront sur certains bâtiments durant les prochains mois ne feront oublier l'état réel des appartements.

Je prendrai plusieurs exemples pour illustrer mes affirmations.

Aux Acacias, les locataires ont appris un jour en lisant le journal que leurs bâtiments seraient détruits. Pas d'information ni de concertation de la part de la mairie. Il a fallu se battre pour que les frais de déménagements soient remboursés. En principe, les anciens locataires seront prioritaires pour les nouveaux logements, mais pourront-ils revenir ? Et quel sera le prix du loyer ? On aurait pu «refaire» ce quartier avec ceux qui l'habitent et pour eux. Cela n'a pas été fait. Les locataires ont été mis devant le fait accompli.

A l'Argonne, des travailleurs sociaux ont entrepris de réaliser une vaste enquête pour connaître le sentiment des locataires. Ceux-ci y ont colla-

boré. Des priorités très concrètes ont été définies (état des cages d'escaliers ; boîtes à lettres ; portes de caves). Mais, depuis, l'office HLM, présidé par un adjoint au maire d'Orléans, refuse de faire quoi que ce soit. Faute d'être entendus, les locataires se découragent.

Il y a quelque temps, une forte subvention de l'Etat aurait pu être obtenue dans le cadre du Contrat de Plan pour la rénovation des bâtiments situés au sud du Boulevard Marie-Stuart. Il aurait fallu que la Ville s'engage elle aussi. Elle a refusé de le faire.

On parle beaucoup des actions de «Développement Social des Quartiers», lancées dans de multiples villes de toutes couleurs politiques. Orléans pourrait choisir cette voie. Jusqu'ici, elle ne l'a pas voulu.

A La Source, une opération «Banlieue 89» est lancée. Elle doit permettre une meilleure liaison entre le campus universitaire et la Ville nouvelle. En dépit des demandes réitérées de Jean-Pierre DELPORT, conseiller général, et de moi-même, les quartiers Camille-Flammation et Adélaïde-de-Savoie sont exclus de cette opération. C'était pourtant une bonne occasion d'améliorer l'habitat, l'environnement, la desserte commerciale de ces quartiers. La majorité municipale ne l'a pas voulu.

J'ajoute qu'on aurait pu faire appel à l'office municipal HLM pour le nouveau quartier de La Madeleine. Cela n'a pas été fait. On pourrait faire davantage appel aux organismes de logement social pour rénover l'habitat ancien en centre-ville. Encore faudrait-il le vouloir.

Je me réjouis des premières mesures prises par le gouvernement ROCARD pour aider financièrement les organismes HLM et pour limiter les hausses de loyer. Mais je crains qu'à Orléans les effets de ces mesures ne se fassent pas sentir durant les prochains mois, faute d'une volonté municipale claire.

Et pourtant, la qualité de la vie commence par la qualité du logement et de l'environnement immédiat. Tous les quartiers d'Orléans sont d'égale dignité. Le logement et la qualité de la vie dans chaque quartier doivent redevenir une priorité pour Orléans. Il en est grand temps.

**Jean-Pierre SUEUR**  
Député du Loiret  
Conseiller municipal d'Orléans